

Convention collective

**IDCC : 878. – MENSUELS DES INDUSTRIES
MÉTALLURGIQUES DU RHÔNE
(21 mai 1976)**

(Etendue par arrêté du 21 novembre 1986,
Journal officiel du 11 décembre 1986)

**AVENANT DU 12 JUIN 2014
RELATIF À LA PRÉVOYANCE
(RÉVISION DE L'ARTICLE 40 *BIS* DE LA CONVENTION)**

NOR : ASET1450882M
IDCC : 878

Dans le prolongement des dispositions figurant à l'article 14 de l'accord national du 26 février 2003 sur la sécurité et la santé au travail, les parties signataires ont eu la volonté commune de faire bénéficier, par avenant à la convention collective des mensuels des industries métallurgiques du Rhône en date du 19 avril 2011 (art. 40 *bis* de la convention collective), les mensuels ayant plus de 1 an d'ancienneté qui ne bénéficiaient pas de la cotisation prévue à l'article 7 de la convention collective nationale de retraite et de prévoyance des cadres du 14 mars 1947 d'un régime de prévoyance.

Pour tenir compte du décret n° 2012-25 du 9 janvier 2012, les parties signataires ont décidé d'adapter l'article 40 *bis* de la convention collective comme suit.

Article 1^{er}

Après le 1^{er} alinéa de l'article 40 *bis*, il est ajouté l'alinéa suivant :

« A compter du 1^{er} juillet 2014, sont visés les salariés non cadres non affiliés à l'AGIRC et, le cas échéant, ceux affiliés à l'AGIRC au titre de l'article 36 de l'annexe I de la convention collective nationale AGIRC du 14 mars 1947 (sauf ceux bénéficiant déjà de la cotisation prévue à l'article 7 de cette convention collective nationale AGIRC), dès lors qu'ils ont plus de 1 an d'ancienneté. »

Article 2

La 1^{re} phrase du paragraphe 1 de l'article 40 *bis* est remplacée par les dispositions suivantes :

« A compter du 1^{er} juillet 2014, le contrat d'assurance mis en place en application du 2^e alinéa devra inclure le versement d'un capital en cas de décès. Il devra également prévoir le versement d'un capital en cas d'invalidité de 3^e catégorie reconnue par la sécurité sociale. »

Article 3

Entrée en vigueur

Le présent avenant entrera en vigueur le 1^{er} juillet 2014.

En cas de modification des dispositions législatives ou réglementaires qui rendrait inapplicables les dispositions de l'article 40 *bis* de la convention collective, des négociations s'ouvriraient à l'initiative de la partie la plus diligente afin d'examiner les possibilités d'adapter le présent accord à la situation nouvelle ainsi créée.

Article 4

Notification et dépôt

Le présent avenant a été fait en un nombre suffisant d'exemplaires pour notification à chacune des organisations représentatives dans les conditions prévues à l'article L. 2231-5 du code du travail et dépôt dans les conditions prévues par les articles L. 2231-6 et L. 2231-7 du même code.

Fait à Lyon, le 12 juin 2014.

Suivent les signatures des organisations ci-après :

Organisation patronale :

UIMM Rhône.

Syndicats de salariés :

CFDT SYMETAL 69 ;

CFTC ;

CFE-CGC ;

USM FO.